

**Rapport de mission en RDC**  
**UN SEMBLANT D'ETAT EN ETAT DE RUINE**  
**Kris BERWOUTS**  
**Directeur EurAc**

Fin septembre 2009, j'ai visité l'est du Congo pour la première fois depuis le début de l'Opération Umoja Wetu qui avait commencé en janvier 2009 sur le terrain. En novembre 2009, j'ai été à Kinshasa. Dans les deux cas, j'ai rencontré des membres des différentes ONG nationales et internationales, des grandes structures de la société civile, des associations qui travaillent à la base, mais aussi des représentants de la communauté internationale en tant que diplomates, militaires ou en charge de la coopération au développement. Comme d'habitude, j'ai parlé avec des personnalités importantes dans la politique locale.

L'objectif de ce document est de présenter une analyse intégrée des deux missions. Je suis convaincu que c'est une des valeurs ajoutées d'EurAc de traiter les problèmes à l'est du Congo dans le cadre de l'incapacité de la République Démocratique du Congo de mettre en place et rendre fonctionnel l'ensemble de ses Institutions et ses instruments pour asseoir l'Etat de droit. Bref, son incapacité de progresser dans la réhabilitation de l'Etat sur base des acquis du processus électoral de 2006.

Je viens de résumer - avec un peu de retard - mes constats, mes impressions et les visions et informations que mes différents interlocuteurs ont partagés avec moi dans une analyse politique globale que, à mon tour, je partage avec vous. Ce n'est pas un document de position officiel d'EurAc mais le résultat des réflexions d'une seule personne, et qui n'engage qu'elle.

Bruxelles, 27 janvier 2010

Kris Berwouts  
Directeur EurAc

## **Introduction : un déficit démocratique grandissant**

Le déficit démocratique de la Troisième République est aggravé par une série de phénomènes qui nous inquiètent beaucoup : l'inféodation des institutions renforce la prise des décisions dans des circuits parallèles ; le débat parlementaire est compromis par l'affaiblissement de l'opposition. La discussion sur la révision de la constitution nous fait craindre que le pouvoir actuel issu des dernières élections veuille pérenniser les rapports de forces existants.

Nous constatons que la justice peine à remplir sa mission, et nous voyons avec consternation comment ceci mène parfois à la « justice populaire ». Nous sentons aussi la déception de la population dans le domaine de la gouvernance : le manque d'avancées réelles dans la lutte contre la mauvaise gestion s'accompagne d'un refus de tout contrôle budgétaire.

### **1. Obsession 2011 : vers la fin de la première législature**

Le 25 mars 2009, après environ deux mois de pressions exercées sur lui par son parti et par le président Kabila, le président de l'Assemblée nationale congolaise Vital Kamerhe a démissionné. Sa famille politique voulait son départ parce qu'il avait vivement critiqué l'entrée des troupes rwandaises dans le pays, fin janvier.

Cette situation reflétait plusieurs tendances manifestes dans la politique congolaise :

- a) Il était prévisible après les élections congolaises en 2006 qu'une tension se développerait entre le régime semi-présidentiel tel qu'il est défini par la Constitution et le souhait du Chef d'Etat qui se sent légitimé par ces élections d'installer un régime présidentiel. Sous la présidence de Vital Kamerhe, l'Assemblée nationale avait crû dans son rôle : elle avait réclamé et obtenu son espace propre comme pouvoir législatif et instance devant laquelle l'exécutif devait rendre compte. Le départ de Kamerhe a diminué l'autonomie de l'Assemblée Nationale.
- b) Le départ de Kamerhe marque aussi le début d'une aggravation du déficit démocratique. Depuis lors, nous observons une augmentation du nombre de cas d'intimidations, d'arrestations arbitraires et d'autres violations des droits de l'homme à l'encontre de journalistes, d'animateurs de la société civile et d'acteurs de la vie politique.
- c) Presque à mi-parcours de la première législature, le départ de Vital Kamerhe marque également le début de la fièvre électorale, voire le commencement d'un jeu de positionnement, en fonction de 2011 et même de 2016. Plusieurs *insiders* de la politique congolaise m'ont dit qu'il y avait une entente entre le Chef de l'Etat et son compagnon de route à la tête de l'Assemblée Nationale: Kamerhe soutiendrait la réélection du Président actuel en 2011, qui, après son deuxième et dernier mandat, soutiendrait à son tour la candidature de Kamerhe comme son successeur en 2016. Mais la visibilité et la popularité que Kamerhe a prises en tant que Président du Parlement ont inquiété aussi bien le Président même (Kamerhe était en train de devenir trop tôt une force politique autonome) que son entourage (dont surtout le tandem Katumba Mwanke et Evariste Boshab, qui n'ont pas envie de laisser la tête du pays à Kamerhe en 2016).
- d) Finalement, l'offensive contre Vital Kamerhe s'inscrit dans une dynamique de fermeture du cercle confidentiel autour de Kabila. Le Président est connu comme quelqu'un qui a des difficultés à prendre des décisions et à communiquer, mais qui est assez influençable par les gens directement autour de lui. Au cours des années, les observateurs ont pu suivre des tensions entre différents pôles dans l'entourage présidentiel. Les dernières années, le cercle autour du Président est devenu plus étroit et plus katangais, avec une place prédominante de Katumba Mwanke et John Numbi, et quelques gens proches de Maniema autour de la mère du Président.

Aujourd'hui, janvier 2010, nous approchons la fin de la législature mise en place par les élections de 2006. Constitutionnellement, 2011 doit être une année électorale. Le régime se trouve dans une situation plutôt ambiguë : d'un côté, la population est très frustrée parce qu'elle n'a jamais tiré un dividende de paix. Le régime est conscient de sa propre impopularité, même dans les provinces qui l'ont porté au pouvoir. D'un autre côté, il n'a pas beaucoup à craindre des élections à venir, faute d'une opposition organisée digne de ce nom.

Le MLC ne s'est jamais remis du départ de la scène politique de Jean-Pierre Bemba après les violences de mars 2007, et son Secrétaire général, François Mwamba, n'a jamais pu incarner le leadership de l'opposition. En absence de Bemba, le MLC ne sera pas un joueur de taille dans le jeu électoral. L'UDPS du leader historique de l'opposition zaïroise à l'époque, Etienne Tshisekedi, n'a pas participé dans les élections de 2006. Le parti a exprimé son souhait de participer aux élections locales, mais depuis lors, il n'a pas donné des signes de sa cohésion, de leadership clair ou de force de mobilisation, son leader historique étant absent de la scène à cause de son âge et de sa santé. Le PALU, membre de la coalition au pouvoir, a perdu son unité aussi après la mise à l'écart du Ministre Mayobo, la démission du Premier Ministre Gizenga (qui a obtenu un résultat impressionnant en 2006 comme pionnier de l'indépendance) et le fait que l'actuel Premier Ministre n'a pu créer, à aucun moment, l'impression qu'il pouvait faire la différence. N'Zanga Mobutu a probablement un capital politique à long terme, mais sa formation politique ne semble pas avoir un potentiel de mobilisation en dehors de la province équatoriale.

Au sein de l'Alliance de la Majorité Présidentielle, nous ne voyons pas de volonté politique d'affronter les élections en dehors du PPRD. Olivier Kamitatu est respecté par beaucoup de gens et il est compté parmi les ministres les plus performants, mais en 2006, il n'a pas été un poids lourd électoral. Aujourd'hui, il ne montre pas de grandes ambitions de présenter un projet politique autonome à l'électorat. En introduisant le débat sur un éventuel changement de la Constitution (proposant entre autres un mandat présidentiel plus long et une rééligibilité illimitée), il confirme la thèse qu'il vise la primature en s'inscrivant dans le camp présidentiel.

Le Mouvement Social pour le Renouveau (MSR) de Pierre Lumbi ne paraît pas non plus très ambitieux en tant qu'acteur autonome; il semble se contenter de la participation au pouvoir en marge du PPRD. Dès sa création, le parti a toujours nourri l'intention de consolider la société civile dans la loyauté kabiliste : le parti a été créé avec l'argent et l'encadrement de Samba Kaputo dans le but d'accaparer les forces vives.

La priorité absolue pour le régime est sa réélection en 2011. Le jeu pour le leadership national se jouera entièrement dans l'entourage présidentiel, en très petit comité. Le ciment de la cohésion relative au sein de ce petit comité est fondamentalement affairiste et est basé sur des intérêts communs. Il y a des clivages conflictuels éventuels qui peuvent être mobilisés par quelqu'un qui y trouve un intérêt, mais qui resteront sous-jacents si personne ne voit une raison pour les mobiliser. La tension actuelle au sein de l'entourage présidentiel entre le Nord-Katanga et le Sud-Katanga en est un bon exemple. On observe par exemple une grande nervosité au sud du Katanga, où la route qui reliera Kolwezi à Solwezi en Zambie mettrait une bonne partie du Sud-Katanga à l'écart du développement économique. Si Kolwezi devient chef-lieu de la future province de Luluaba, le Sud-Katanga ne sera probablement plus le centre de gravité économique de la province et plusieurs dirigeants seront coupés d'une bonne partie de leurs revenus. Ce clivage, qui divise Numbi (Nord-Katanga) et Katumba Mwanke (Sud), a le potentiel de faire éclater le cercle présidentiel et de contribuer largement à une éventuelle implosion de l'Etat.

Devant cette situation, le Chef d'Etat reste énigmatique, presque pharaonique. Très inaccessible, sauf pour son entourage immédiat, il adopte une attitude que plusieurs observateurs qualifient d'incertaine, indécisive. Il sait qu'il ne doit craindre aucune formation politique de taille, mais il se rend compte que son rôle de meneur d'une équipe gérée par la méfiance et par les intérêts pas toujours concordants lui donne une position fragile, à la limite précaire.

La conséquence est un comportement de plus en plus autoritaire. Les décisions sont souvent prises dans des circuits parallèles et le gouvernement, qui n'était déjà pas très performant, est paralysé depuis l'annonce d'un remaniement ministériel : la plupart des ministres n'osent plus prendre des initiatives par crainte qu'elles soient mal vues et que l'excellence ne perde son portefeuille ministériel.

Les ministres n'étant plus sûrs de leur poste essayent de tirer leur épingle du jeu en s'accaparant de ce qu'ils peuvent encore prendre...

Il est clair que le régime n'a pas du tout envie de céder le pouvoir. Ne pas organiser des élections n'est probablement pas possible, le régime perdrait en crédibilité et en soutien. Jouer sur le temps est une option, en espérant qu'une accélération dans la mise en œuvre des contrats chinois et autres pourrait faire avancer les cinq chantiers annoncés par le Président dans sa campagne électorale de 2006, pour contrecarrer son impopularité actuelle. Des élections ultra light pourraient aussi être une option pour le régime : organiser des élections dans des conditions aussi contrôlées que possible. Le fait que la société civile est écartée de la Commission Electorale Nationale Indépendante en est déjà une indication. Dans tous les cas, il est difficile d'imaginer des élections en 2011 qui soient un réel combat d'idées qui donneraient à la population congolaise le choix entre différents projets de société.

Beaucoup de mes interlocuteurs attendent une indication claire des plans à court terme de Vital Kamerhe qui se trouve dans une position remarquable. D'un côté, le gouvernement se rend compte qu'il n'y a aucune opposition crédible et que le régime n'a aucun adversaire de taille sauf lui, s'il le souhaite. De l'autre côté, le régime est conscient de sa propre impopularité, même à l'est où il a été élu. Le régime peut espérer une réélection facile mais il aura besoin de Kamerhe.

Kamerhe a créé un courant politique au sein du PPRD, mais beaucoup d'observateurs s'attendent à ce qu'il fasse un choix entre la création de son propre parti politique ou la réintégration dans l'entourage présidentiel, dans des termes qui seraient très favorables pour lui, mais vu d'un mauvais œil par au moins un parti de cet entourage. Dans les deux scénarios, Kamerhe jouerait un rôle de premier plan. Ceci le met dans une position à la fois confortable et dangereuse.

## ***2. Les élections locales : importantes, mais pas pour tous***

Trois ans après l'installation de la Troisième République, nous constatons que les élections locales nécessaires pour compléter le premier cycle électoral n'ont pas encore été organisées. EurAc a toujours souligné l'importance de la participation citoyenne dans les processus de reconstruction nationale. Les élections locales doivent jouer un rôle essentiel dans la réhabilitation de la gouvernance en RDC. Elles sont non seulement essentielles pour la restauration de la légitimité dans un Etat dont le démantèlement a commencé moins d'une semaine après son indépendance, mais aussi un élément essentiel dans le développement d'une démocratie embryonnaire vers une démocratie opérationnelle. Nous considérons le processus des élections comme une école d'apprentissage de la démocratie qui contribuera au renouvellement du paysage politique et à l'émergence d'un nouveau leadership issu de la base, et nous avons toujours maintenu notre partenariat aussi bien avec la Commission Electorale Indépendante qu'avec les structures de la société civile congolaises qui œuvrent pour les élections locales par leur plaidoyer et par la sensibilisation à la base.

Néanmoins, les élections ne suscitent pas le même enthousiasme que les élections nationales et provinciales en 2006, ni dans la classe politique congolaise, ni dans la communauté internationale, ni dans la population. Le gouvernement reproche à la communauté internationale sa lenteur dans les engagements financiers, la communauté internationale reproche au gouvernement congolais son manque de volonté politique d'organiser les élections, et la population est frustrée par le fait que les élections de 2006 n'ont pas installé une Troisième République crédible avec des institutions fortes et performantes, gérée de façon responsable par des élus qui se sentent redevables devant leur électorat. La population se trouve, comme dans le passé, devant une absence coupable de l'Etat à tout niveau.

Quand on fait le tour des ambassades, il est clair qu'il y a des pays et des institutions internationales qui trouvent que les élections locales ne sont pas du tout la priorité. Ceci n'empêche pas que d'autres sont vraiment engagées et que 130 millions des 163 millions de dollars que les élections coûteront ont déjà été accordés.

Les pays impliqués dans les élections locales au Congo veulent une indication claire du gouvernement congolais qu'il est prêt à s'impliquer, aussi financièrement. Pour l'année 2008, ils avaient demandé une participation financière de 32 millions de dollars, mais au cours de l'année, avec la crise financière, ils se sont mis d'accord sur une réduction allant jusqu'à 10 millions. Lors de mes

rencontres pendant la deuxième semaine de novembre, le gouvernement avait déboursé autour de 6 millions, dont 1,4 million avait été réellement versé. Pour le reste, l'argent avait quitté le trésor mais n'était pas encore arrivé à l'endroit où il était destiné.

Un pas de géant en avant semblait avoir été fait lors de la réunion interinstitutionnelle du 25 novembre à Kisangani entre les Présidents du Parlement, du Sénat, de la CEI, de la Haute Cour Militaire, de la Cour Suprême de Justice, ainsi que le Premier Ministre, le Procureur Général de la République et l'Auditeur général de la Haute Cour Militaire. Ils avaient levé les options fondamentales portant sur les élections municipales, urbaines et locales et les échéances électorales pour 2011. Malheureusement, les résultats et les conclusions positives de cette réunion n'ont pas encore eu un suivi concret.

Le cadre légal n'est toujours pas mis en place. La loi sur la CENI (Commission Electorale Nationale Indépendante qui doit remplacer la Commission Electorale Indépendante qui existe aujourd'hui) a été approuvée par l'Assemblée Nationale mais pas encore par le Sénat. Trois projets de lois ont été jugés recevables par l'Assemblée nationale. Il s'agit des projets de lois sur la Constitution, l'organisation et le fonctionnement des entités territoriales et leurs rapports avec l'Etat, d'une part, et d'autre part, sur le statut, l'organisation et le fonctionnement des provinces, ainsi que le projet portant fonctionnement de la conférence de gouverneurs. Le ministère de l'Intérieur avait proposé au mois de juillet dernier un seul projet de loi sur la décentralisation. La commission administrative et politique de l'Assemblée nationale l'a scindé en trois projets de loi que la plénière de la chambre basse a donc déclaré recevables.

Tout le monde se demande si c'est encore possible d'organiser les élections locales dans des délais raisonnables. Mais la question-clé est : Y a-t-il, derrière toutes les discussions pratiques, logistiques, institutionnelles et opérationnelles, suffisamment de volonté politique pour organiser les élections? L'absence d'une opposition forte fait que le régime actuel considère la victoire des élections présidentielles et législatives en 2011 comme un objectif bien réalisable. Parmi les rares facteurs qui puissent troubler ce parcours, nous devons compter les élections locales. Celles-ci pourraient être l'espace où des forces politiques nouvelles ou existantes trouvent un nouvel élan, un nouveau discours, un nouvel électorat.

### **3. *Umoja wetu & Kimya 2 : l'optimisme déplacé de 2009***

. Dans mon rapport de mission « *Un coup de poker sur la vie et la mort* » de fin janvier 2009, je me posais les questions de la durabilité et de la sincérité des mariages de raison entre le Congo et le Rwanda, et entre les AFRDC et les CNDP, et j'exprimais mes inquiétudes sur l'impact d'une action militaire contre les FDLR pour la population civile. En plus, je craignais pour des graves conséquences politiques pour la Troisième République. Dans notre communiqué de presse du 19 février intitulé « *EurAc craint que l'Opération Conjointe n'apporte pas de solution durable aux conflits à l'est du Congo* », notre réseau des ONG européennes plaidait entre autre pour la création d'un espace de dialogue avec les FDLR pour accélérer le processus de désarmement non-violent et de rapatriement volontaire, et nous faisons un appel à l'UE et ses Etats-membres d'exercer une pression sur le Rwanda de garantir les libertés démocratiques et d'entamer un dialogue constructif avec sa diaspora. Dans notre communiqué de presse « *“Do no harm”? Kimya 2 n'aura que des effets contre-productifs* » du 16 juin, EurAc insistait sur la réforme du secteur de sécurité (SSR) - et l'unification de l'armée en particulier - comme des éléments-clés dans la réhabilitation de l'Etat congolais et de ses instruments, nécessaires à la restauration d'un Etat de droit.

Au début de l'année, la communauté internationale semblait optimiste parce qu'Umoja wetu en tant qu'opération conjointe rwando-congolaise débloquent une situation militaire qui était devenue intenable fin 2008. Le rapprochement entre le Congo et le Rwanda, considéré par beaucoup comme condition nécessaire pour une résolution durable des conflits dans la région, s'était forgé parce que les deux pays n'avaient pas beaucoup d'autres options. Joseph Kabila, impuissant avec son armée fantôme devant le CNDP appuyé par le Rwanda, avait sollicité un soutien militaire. L'envoi de troupes a été pris en considération par entre autres l'Union Africaine, la Southern African Development Community (SADC), l'Union Européenne (UE) et des pays individuels comme l'Angola, mais finalement personne n'est venu à son aide. De son côté, le Rwanda venait de passer des mois difficiles. En plus des inconvénients créés par les mandats d'arrêt par les juges Bruguière et Andreu, le Rwanda était dans

une discussion pénible avec l'UE sur la publication du *Rapport d'observation* des législatives de septembre 2008. En décembre de la même année, le *Rapport des experts des Nations Unies* était publié avec beaucoup de détails sur l'appui rwandais à Laurent Nkunda. La Suède et les Pays-Bas ont immédiatement supprimé une partie de leur aide budgétaire, et, dans la presse britannique étaient publiés des appels très explicites demandant à ce pays de mettre fin à son soutien inconditionnel. Kabila n'avait pas d'autres options parce qu'on le laissait seul devant une situation politiquement et militairement humiliante. Kagame n'avait pas d'autres options parce qu'il se trouvait devant un changement de ton de la part de ses partenaires auparavant acquis à sa cause. Le déblocage par Umoja Wetu, et plus tard Kimya 2, devrait d'abord se baser sur l'intégration du CNDP dans les FARDC et sur la neutralisation des FDLR.

Un an après le lancement des opérations militaires, nous devons constater qu'elles n'ont pas atteint leurs objectifs. Certes, le CNDP a été décapité avec l'arrestation de Laurent Nkunda mais une véritable intégration dans l'Etat congolais n'a jamais eu lieu. Une partie du CNDP n'a jamais été intégrée dans l'armée, et pour la partie qui a été intégrée dans les FARDC, la question qui s'impose est : « *Qui a finalement intégré qui ?* » : elle est passée par une intégration « *ultra light* » et superficielle. L'intégration militaire des unités de forces antérieurement ennemies est un processus long et difficile, même s'il est bien encadré dans des conditions optimales. Mais « l'intégration » du CNDP dans les FARDC au début d'Umoja Wetu s'est fait très rapidement, avec très peu d'encadrement extérieur en plein milieu d'une opération militaire. Le résultat de l'intégration du CNDP est qu'il est maintenant plus grand qu'avant, qu'il contrôle un effectif plus important dans un rayon géographique considérablement plus large. La chaîne de commandement du CNDP est restée intacte et fonctionne comme un commandement parallèle. Dans plusieurs parties du Kivu, l'administration parallèle du CNDP reste en place, y compris les barrières. Et surtout, grâce aux opérations Umoja Wetu et Kimya 2, les unités CNDP ont gagné accès à, et contrôlent des endroits économiquement intéressants. Fin 2008, le CNDP n'était pas présent dans des zones comme Walikale au Nord Kivu ou Mwenga au Sud Kivu. Financièrement, il dépendait de ce qui était donné par différentes sources rwandaises, par la communauté commerciale de Goma, et par le contrôle de l'import/ export au poste frontalier de Bunagana. Le déploiement dans le cadre des opérations militaires leur a donné une prise sur une des régions minières les plus lucratives de la RDC, y compris la mine de Bisie à Walikale.

L'année 2009 a été glorieuse pour le CNDP. Mais ce n'est qu'une partie de la réalité. Le CNDP a connu un changement de leadership radical. Laurent Nkunda a été remplacé sur initiative du Rwanda par Bosco Ntaganda, qui avait un autre background géographique (Masisi au lieu de Rutshuru) et clanique (Gogwe au lieu de Jomba). Bosco n'est ni un intellectuel, ni charismatique. Il a rejoint le CNDP relativement tard et est en plus recherché par la Cour Pénale Internationale (CPI). Ce changement de leadership a dévoilé des clivages importants au sein du CNDP, qui, au courant de 2009, s'est dispersé davantage dans des factions qui étaient à plusieurs reprises sur le point de s'affronter à main armée. De même, dans sa structure civile, des nouvelles personnes sont arrivées et reparties. Bref, le CNDP s'est affaibli par la perte de sa cohérence. A première vue, la situation actuelle est que le CNDP a gagné, consolidé sa prise sur l'est et préparé son règne. Ceci n'est pas vrai. Le CNDP est une réalité virtuelle, une abstraction qui contribuera à la consolidation du règne de la pagaille, du désordre et de l'impunité totale.

Pour ce qui concerne les FDLR, les opérations militaires n'ont rien résolu. Les FDLR ont évité les confrontations, ils se sont retirés de leurs positions qu'ils ont rejointes par après pour une bonne partie, en se vengeant sur la population civile congolaise, avec beaucoup plus de violences qu'on a vu les dernières années. Sur le terrain, on m'a montré la copie d'une lettre de l'Etat-major des FDLR aux différentes brigades avec l'ordre de mener des actions de violences contre la population civile congolaise pour créer le chaos et revendiquer des négociations avec les FDLR. L'ordre n'a pas été suivi par tout le monde. Au Nord-Kivu, les FDLR ont toujours connu une rotation régulière, ce qui fait qu'il n'y a pas de liens avec la population.

Ils ont pu garder intacte leur chaîne de commandement et leur capacité d'action. Le communiqué euphorique l'Etat-Major Général de Kimya 2 pour clôturer l'opération donne le détail des combattants FDLR neutralisés, mais ne mentionne pas dans les mêmes détails le prix payé par la population congolaise. Et il oublie de dire aussi que le FDLR est un vase qui se vide et qui se remplit au même moment. Il y a des gens qui disparaissent, mais il y a d'autres qui rejoignent le mouvement. C'est surtout parmi les déserteurs des FARDC ex-Mai Mai et ex Pareco, mais aussi dans le milieu des démobilisés du FNL et par le recrutement de nouvelles personnes à Cyangugu et à Gikongoro. Le

bilan de Kimya 2 dressé par son propre Etat-Major Général conclue que l'opération militaire a eu le mérite de réduire la capacité de nuisance des FDLR, mais nous nous réservons le droit de douter de cela.

Pendant toute cette période, la Monuc est restée fidèle à elle-même : pas proactive du tout, avec un rôle très flou. Elle est absente aux moments et aux endroits où les choses se passent et il y a trop peu d'articulation entre sa structure civile et sa structure militaire. La mission onusienne est trop éloignée de la population congolaise et chaleureusement détestée par elle. La Monuc a malgré tout suffisamment de poids pour éviter que le Congo se somalise à court terme. Ce qui est un mérite réel et très important.

La Monuc n'a pas participé aux opérations militaires. Elle a couru derrière les faits. Elle n'était pas du tout impliquée dans l'opération Umoja Wetu, et pour Kimya 2, son appui était surtout logistique, sans que cet appui lui donne un statut d'acteur ou un impact quelconque dans l'opération même. Les autorités congolaises gardaient la Monuc à une distance suffisante pour l'écarter de la planification et l'exécution de l'opération, mais au moment voulu à une proximité suffisante pour la prendre comme responsable en d'échec ou de dérapages. L'ambiguïté de cette position a suscité un débat sur l'incompatibilité des différents aspects du mandat de la Monuc, notamment entre la protection de la population civile et son partenariat avec les FARDC qui est très problématique à partir du moment où l'armée devient un danger majeur pour la population. Ce qui a été le cas à l'est du Congo en 2009, plus encore qu'auparavant.

#### **4. La réalité virtuelle des FARDC**

Les dernières deux années, nous avons observé une amélioration importante dans les relations entre les autorités politiques et militaires congolaises et Eusec, la mission de l'Union européenne pour appuyer le processus d'unification des forces armées congolaises. L'objectif était de contribuer à une bonne gouvernance et une administration transparente en séparant la chaîne de commandement de la chaîne de paiement, et par le recensement biométrique des effectifs. Les relations ont amélioré est suite au remplacement du Ministre de la défense Chikez Diemu par Charles Mwando NSimba, un homme d'Etat avec un long parcours politique. L'approche multilatérale du Ministre Mwando est très importante dans un domaine où le pilotage doit être fait par le gouvernement congolais, et où la cohérence entre les contributions des différents partenaires internationaux doit être garantie.

Mwando a déposé au Parlement trois projets de lois sur les réformes de l'armée nationale. Le parlement a demandé de faire une distinction entre la défense et l'armée, et a finalement imposé une autre loi sur les armes légères et de petit calibre. Finalement, les députés ont adopté cinq lois, un parcours qui fait preuve d'un travail parlementaire réel. Néanmoins, nous devons nous rendre compte que le Ministre de la défense n'a pas la responsabilité finale de son ministère: la présidence gère la défense, le ministre gère le quotidien. L'impact de Charles Mwando est aussi réduit à cause de sa santé.

L'Impact d'Eusec se limite par le fait qu'il est un acteur parmi beaucoup d'autres, et qu'il est extrêmement difficile de trouver une coordination entre eux. Par exemple, l'approche européenne et l'approche onusienne ont des points de départ très différents. L'Union européenne travaille dans une vision de long terme tandis que la MONUC vise un impact beaucoup plus immédiat. L'articulation entre la démarche collective de l'Union Européenne et les initiatives bilatérales supplémentaires de certains Etats membres peuvent aussi constituer un gage d'efficacité et de crédibilité. Les possibilités d'Eusec pour jouer un rôle de coordination plus important semblent limitées, puisque plusieurs partenaires dans le processus des RSS (l'Angola, la RSA, le Maroc, ...) ne sont pas européens.

A plusieurs reprises pendant les années précédentes, Eusec a vu une bonne partie de ses efforts annihilés par les événements sur le terrain. Chaque fois qu'il y a une hyper-concentration militaire en fonction d'une offensive (décembre 2007, fin 2008, les opérations militaires de 2009), il y a une recomposition d'unités qui a désorganisé la cartographie réalisée par le recensement d'Eusec. La désintégration, le fractionnement de l'armée semble faire partie de la préparation d'une campagne militaire au Congo.

Deux phénomènes remarquables se sont manifestés au début d'Umoja Wetu. D'abord, il y a la place occupée par et l'Inspecteur Général de la police congolaise, John Numbi. Le Haut Commandement des FARDC (sous la direction du Général Didier Etumba) est resté entièrement en dehors du processus de planification. Le deuxième phénomène est l'espace que le CNDP prenait dans les FARDC.

Ce sont surtout les brigades du CNDP, sous une casquette FARDC, qui ont été déployées dans Umoja Wetu. C'était ces mêmes brigades, faisant partie de la 10<sup>ème</sup> région militaire, qui ont été déployées au Sud-Kivu pendant Kimya 2, laissant la 8<sup>ème</sup> région militaire en dehors de l'action.

Il y a un an, les effectifs du CNDP étaient estimés à 4.500-5.000 miliciens. Les dernières statistiques d'Eusec parlent de 9.000 nouveaux soldats ex-CNDP intégrés. Personne ne doute qu'il y a des Rwandais qui ont été intégrés dans l'armée congolaise, même s'il est difficile de donner des preuves irréfutables ou leur nombre exact. Mais tout en évitant de réduire les problèmes du Congo au rôle du Rwanda et les analyses qui prennent «*la grande conspiration*» comme point de départ, on comprend les gens sur le terrain qui disent avec amertume que, grâce à Umoja Wetu et Kimya II, le sigle FARDC semble être devenu «*Forces Armées du Rwanda Déployées au Congo* ».

Les forces centrifuges au sein de l'armée congolaises sont aujourd'hui plus importantes que la dynamique de réunification. Les milices locales refusent de quitter la région pour être déployées ailleurs dans le cadre des FARDC, puisque les miliciens savent qu'ils vivront dans des conditions misérables, sans la moindre idée quand ils rejoindront leurs familles qu'ils ont du laisser derrière dans une situation sécuritaire très inquiétante. Il y a beaucoup de désertions, ce qui signifie dans ce contexte de DDR désastreux que la plupart des déserteurs sont récupérés par d'autres groupes militaires, les FDLR et d'autres.

Il y a plusieurs raisons pour que le processus d'unification de l'armée congolaise n'avance pas. La logistique par exemple. Regrouper des milices, enregistrer tous les miliciens individuellement, leur donner une formation, les brasser et les déployer dans des unités nouvelles, nécessite des casernes. Or, celles-ci n'existent pas ou presque. Il y a ensuite la question des ressources naturelles. Un grand nombre des groupes armés (intégrés ou pas dans l'armée nationale) survivent économiquement grâce à leur emprise sur une mine, un axe commercial, etc., et ils n'ont pas envie d'abandonner cette emprise. Puis, il y a le problème de la transparence et de la bonne gestion, ou plutôt l'absence de celles-ci. En effet, plus l'organigramme de l'armée est nébuleux, plus des opportunités existent pour le sommet de cette armée de détourner des sommes importantes. Ces cas concernent non seulement les soldes mensuelles des soldats, mais également de grandes opérations militaires. Le Rwanda, en toute évidence, n'a aucun intérêt à ce que le Congo ait une armée républicaine crédible. Et Kabila, lui aussi, a peur d'une armée forte, qui pourrait un jour se tourner contre lui.

Trois réflexions pour terminer la partie sur l'armée :

- 1) il y a deux ans, l'idée d'un scénario putschiste en RDC était presque ridicule, parce que il n'y avait pas suffisamment de cohérence dans l'armée pour l'envisager. Aucun groupe n'est suffisamment organisé pour prendre le pouvoir et on ne voyait pas des personnalités autour de qui un tel scénario pourrait se cristalliser. Malgré le fait que l'armée n'est pas beaucoup plus structurée, aujourd'hui, ce même scénario semble moins fantaisiste. Beaucoup d'observateurs nationaux et internationaux de l'actualité politique et militaire au Congo s'inquiètent de la place prise par John Numbi. Il appartient au *inner circle* du pouvoir, il contrôle la police et *de facto* aussi une partie importante de l'armée. Plusieurs interlocuteurs le considèrent comme un homme ambitieux qui peut se permettre beaucoup, mais qui pourrait décider de renverser les institutions au moment où il se sentirait menacé dans ses intérêts économiques. Intérêts économiques qui sont très centraux dans les tensions entre le Katanga-Nord et le Katanga-Sud dans l'entourage présidentiel...
- 2) L'armée congolaise reste un amalgame très hétérogène, indisciplinée et mal encadrée de différentes milices, et chaque fois qu'il y a un problème de bandits armés qui traînent, on essaye de le résoudre par leur intégration dans l'armée « régulière » en donnant le commandement à celui qui a commis le plus de violations de droits de l'homme. Est-ce que cela doit nous étonner que ça ne marche pas très bien ?



- 3) L'absence d'une armée nationale responsable est un très grand problème au Congo, mais ce n'est pas tout d'abord un problème militaire. On m'a expliqué le cas de jeunes officiers des FARDC qui ont été tués par leurs propres hommes parce qu'ils les empêchaient de piller. Mais ils n'avaient pas les moyens d'entretenir leurs soldats... Il y a un manque de volonté politique pour unifier l'armée congolaise et il est injuste de diaboliser les hauts cadres militaires et de leur imputer l'entière responsabilité des crimes commis par les troupes. Il y a une lourde responsabilité politique aussi.

## **5. L'économie de guerre est restée intacte**

Depuis 1998, l'est du Congo a évolué d'une économie informelle gérée dans une culture de violence vers une économie entièrement militarisée basée sur l'impunité totale. L'exploitation illicite et le commerce des ressources naturelles ont joué un rôle de plus en plus crucial dans le financement des groupes armés, les milices aussi bien que les armées régulières. Les ressources naturelles alimentent le conflit et empêchent le processus qui devrait résulter de la mise en place d'une armée unifiée et crédible.

Les canaux du trafic illicite en matières premières, phénomène existant à cause du démantèlement de l'Etat congolais, a été réorienté vers Kigali et Kampala. Le Rwanda est devenu dépendant de l'exportation de minéraux qui ne se trouvent pas dans son propre sol. Aussi bien son budget national que le niveau de vie de ses leaders politiques et militaires nécessite que la commercialisation des richesses congolaises transite par le Rwanda.

Une analyse des mouvements militaires et des confrontations armées entre les FDLR et l'opération conjointe rwando-congolaise Umoja Wetu (jusqu'en février) et l'opération des FARDC soutenue par la Monuc à partir du mois de mai montre que l'enjeu était beaucoup plus le contrôle des zones riches en ressources naturelles que des positions militairement intéressantes pour agir contre le Rwanda. Des personnes qui sont impliquées dans des initiatives de la société civile congolaises pour accélérer la démobilisation volontaire des combattants FDLR et leur retour au Rwanda nous disent que les FDLR, même s'ils restent une structure militaire, se rendent compte qu'il leur est impossible de battre le régime de Kigali avec les armes et qu'ils ont donc laissé tomber cet objectif.

Au cours des années, les FDLR ont évolué d'une organisation politico-militaire, qui veut conquérir le pouvoir à Kigali, vers une structure économique qui s'est intégrée dans la vie économique militarisée à l'est du Congo. L'objectif réel d'Umoja Wetu et de Kimya II n'était pas la neutralisation politique et militaire des FDLR, mais la conquête/ reconquête des zones minières. Le résultat des opérations est qu'une partie importante de ses zones est tombée sous le contrôle des FARDC, plus particulièrement des unités sous commandement CNDP.

Les opérations militaires n'ont rien changé au caractère militarisé de l'économie kivuïenne. La disponibilité des ressources naturelles qui peuvent être exploitées de façon artisanale, l'existence de circuits commerciaux bien établis et le marché international demandeur de ces minerais, continuent à contribuer à la fragmentation du paysage politico-militaire à l'est du Congo. Avec relativement peu d'hommes et d'armes, quelqu'un peut obtenir et maintenir une place dans la chaîne d'exploitation et devenir acteur politique, s'impliquer dans le processus de paix et s'imposer dans le gouvernement ou dans l'armée.

Cette évolution coïncide avec deux autres développements :

- 1) Des sources différentes signalent un grand flux de vaches au Nord-Kivu, venant du Rwanda. Le CNDP s'autofinancit déjà depuis des années par l'élevage de ce que l'on appelle les «*vaches sans frontières*». Des troupeaux sont acheminés clandestinement du Rwanda voisin, élevés sur les verts pâturages du Kivu, avant d'être renvoyés de l'autre côté de la frontière pour y être vendus à un très bon prix. Selon plusieurs interlocuteurs, ce phénomène s'est accéléré les derniers mois.
- 2) Il y a un retour de réfugiés rwandophones en RDC. A la fin 2009, leur nombre était estimé à environ 12.000 familles dans les territoires de Masisi et Rutshuru. Ils viennent du Rwanda et

se présentent comme des réfugiés congolais, mais ceci est difficile à vérifier. Ni les autorités locales congolaises, ni les responsables n'ont la possibilité d'identifier avec exactitude si ces personnes sont réellement des réfugiés congolais. 80% de ces populations se déclarent provenir des camps de réfugiés de Byumba et Kibuye au Rwanda, sans être capables de présenter des documents attestant qu'ils y étaient enregistrés comme réfugiés.

Ces tendances renforcent considérablement les tensions existantes autour de l'ethnicité et de la problématique foncière.

## **6. Le cadre régional et le rôle du Rwanda**

En janvier, comme tout le monde, nous avons applaudi le rapprochement entre le Congo et le Rwanda. Sans normalisation du climat entre ces deux pays, il n'y aura jamais de paix durable en Afrique Centrale. La reprise d'une vie diplomatique normale entre les deux Etats était très importante, l'échange d'ambassadeurs un réel pas en avant. Mais sur le terrain, la différence ne se fait pas sentir.

Le rapprochement entre le Congo et le Rwanda est une opportunité pour renforcer les cadres et initiatives régionales, avec la conviction qu'ils peuvent mettre en valeur la complémentarité entre les pays de la région, développer des intérêts partagés et contribuer à une identité commune, tous des éléments indispensables pour une paix et un développement durables dans la région.

A l'heure actuelle, nous voyons surtout un grand enthousiasme pour les réseaux économiques régionaux, comme le CEEAC, la CEA et la CEPGL. Ils ont un rôle important à jouer. Malheureusement, cet enthousiasme semble aller de pair avec un désengagement pour le cadre politique de la Conférence Internationale pour la Région des Grands Lacs (CIRGL) qui a des grandes difficultés à mobiliser ses partenaires internationaux, partiellement parce que les pays de la région ne semblent pas toujours très impliqués. Néanmoins, nous restons convaincu de l'importance de la mission de la CIRGL: elle demeure le seul cadre politique dans la région avec le mandat d'aborder des questions urgentes comme les violences sexuelles, l'exploitation illégale et le commerce des ressources naturelles, l'insécurité frontalière et la violence perpétrée par les groupes armés en général. Elle dispose d'un Secrétariat et d'instruments politiques importants comme le Pacte de Nairobi et ses différents protocoles. Mais même si nous plaidons fortement pour un rôle plus accru de la CIRGL et des réseaux économiques régionaux comme la Communauté Economique des Pays des Grands Lacs (CEPGL), il faudra veiller à ce que ces structures ne deviennent pas des cadres légitimes où les Etats forts de la région dominent les Etats plus faibles, en s'appropriant leurs ressources naturelles par exemple.

Je suis convaincu que l'exploitation de rapports déséquilibrés au sein des cadres régionaux entre d'une part, l'Etat fort qu'est le Rwanda et d'autre part, l'Etat ruiné qu'est le Congo, font partie d'une stratégie rwandaise pour consolider ses intérêts stratégiques au Congo à court et à moyen terme ; car l'exploitation des richesses minières à l'est du Congo sont cruciales pour le budget de l'Etat rwandais, ainsi que pour la richesse personnelle de son élite politique et militaire. Conscient de la faiblesse de l'administration congolaise, des faibles avancées dans la lutte contre la corruption et de la porosité des frontières, le Rwanda tentera de profiter au maximum de l'exploitation des ressources naturelles congolaises. Le processus de décentralisation va consolider cette mainmise rwandaise dans les zones stratégiques, dans lesquelles c'est déployé son allié à la faveur des opérations Umoja Wetu et Kimya II.

Le rapport du Panel d'experts des Nations Unies sur l'exploitation illégale des ressources naturelles en RDC a d'ailleurs mis en lumière l'implication d'autres pays de la région dans cette exploitation.

Un autre sujet régional qui préoccupait bon nombre de mes interlocuteurs en novembre, était la détérioration des relations avec l'Angola. Ce pays reste le principal allié de la dynastie Kabila. Il a soutenu Laurent-Désiré Kabila pendant la guerre de 1996-97, il a répondu positivement avec le Zimbabwe et la Namibie à son invitation de 1998, pour défendre le Congo contre l'agression rwando-ougandaise. L'Angola a joué un rôle déterminant dans les jours qui ont suivi l'assassinat de Kabila père ainsi que dans sa succession. Pendant la transition, l'Angola est resté un partenaire majeur du Congo dans les réformes du secteur de sécurité, en contribuant à l'entraînement et à l'intégration de l'armée congolaise.

Les tensions actuelles entre les deux pays sont liées aux discussions sur l'exploitation pétrolière angolaise dans les eaux territoriales. Le conflit s'est aggravé par le renvoi des réfugiés congolais de l'Angola et vice versa. La nervosité autour de ce conflit a augmenté considérablement avec les contacts directs qui existent depuis quelque temps entre le Rwanda et l'Angola (confirmés par tous). Des informations qui circulent discrètement dans certains milieux congolais, angolais et internationaux, postulent que l'Angola prépare à court terme un changement de régime à Kinshasa. Cette information m'a été rapportée par tellement de sources différentes, qu'on ne peut pas exclure qu'elle a été diffusée par le pouvoir congolais, qui chercherait à se renforcer en créant un sentiment de panique...

### ***Conclusions et suggestions pour un plaidoyer EurAc***

Le Congo et le Rwanda ont commencé l'année avec une surprise, à travers leur rapprochement et leur opération conjointe. Pour Kabila aussi bien que pour Kagame, le rapprochement est une alliance de raison plutôt que d'amour : aucun d'entre eux avait d'autres options. Douze mois plus tard, le Congo est affaibli : ni les institutions politiques de la Troisième République, ni l'administration ne fonctionnent mieux qu'il y a un an, et l'armée pose plus de problèmes qu'elle n'en résout. L'insécurité continue à régner dans l'est du pays : même si les rapports de forces sur le terrain ont changé, l'impunité et la militarisation de l'économie sont restées intactes. La souffrance des populations demeure le seul élément constant dans la situation du pays.

De son côté, le Rwanda s'est rapidement remis de son moment de faiblesse et de son isolement relatif. Sa participation à une opération militaire conjointe avec l'armée congolaise et son retrait dans les délais impartis ont été perçus comme une indication sérieuse de bonne volonté. L'accès du Rwanda aux minerais et aux pâturages kivutiens est plus grand qu'il y a un an, et son allié dans le paysage politico-militaire congolais, le CNDP, occupe aujourd'hui une place dont il ne pouvait que rêver il y a un an. Le Rwanda est à nouveau considéré comme facteur de stabilité pour la région, ce qui se confirme d'ailleurs par son adhésion au Commonwealth (malgré un rapport indépendant très critique), et par la visite du Président français à Kigali. Le fait que les Etats-Unis privilégient une approche régionale des problèmes de l'Afrique Centrale (nomination de l'Ambassadeur Howard Wolpe, la visite de la Secrétaire d'Etat Hillary Clinton,...) ne semble pas diminuer leur loyauté vis-à-vis du Rwanda.

Les intérêts économiques de certaines élites des deux pays sont tels qu'ils continueront à entretenir une guerre de basse intensité dans la région. Les événements à Dongo en Equateur à partir de mi-novembre 2009 ont d'ailleurs démontré la fragilité du Congo, et cela même dans l'ouest du pays. Nous avons vu comment une dispute locale autour d'étangs entre une communauté de pêcheurs et de chasseurs, dont certains ex-combattants (qui comme tous les démobilisés ont gardé une partie de leur arsenal), a pris une ampleur nationale.

Ce document n'est pas un instrument de plaidoyer. C'est un rapport de mission qui doit alimenter et raffiner les analyses et la discussion au sein du réseau, qui formulera et publiera ses recommandations. Les paragraphes qui suivent ne sont pas des recommandations, mais mes suggestions au Conseil d'Administration d'EurAc, désignant quelques pistes pour un lobby sur la RDC. Ce sont les instances d'EurAc qui les formuleront ou les adopteront si elles les jugent pertinentes.

- 1) Il y a un plaidoyer important mené par des ONG internationales (dont EurAc) sur l'Est du Congo. C'est très important vu les conditions dramatiques dans lesquelles la population vit. C'est aussi important pour garder le Congo dans les radars des medias. Mais nous devons faire attention à ne pas avoir un focus trop unilatéral sur l'est du pays, qui parfois semble être une problématique en soi. Ce qui se passe à l'est est directement lié à ce qui se passe (ou ne se passe pas) à Kinshasa et dans les autres provinces. Le Congo ne sortira jamais de sa précarité si l'Etat congolais n'est pas renforcé, y compris dans ses instruments pour imposer un l'Etat de droit et de bonne gouvernance. EurAc, travaillant dans une perspective de développement et de paix durable, est peut-être plus sensible aux dimensions nationales que les ONGI qui travaillent sur base d'une perspective humanitaire ou des droits de l'homme.
- 2) Pour le moment, il y a à peine un semblant de dialogue entre la communauté internationale et le gouvernement congolais. Les diplomates ont difficilement accès aux personnes qui détiennent réellement le pouvoir et qui prennent les décisions. EurAc doit continuer à plaider pour un dialogue politique explicite entre la communauté internationale et le gouvernement, basé sur la volonté de contribuer de façon loyale au développement du pays (avec des fonds et de l'expertise), accompagnée d'une pression réelle sur les domaines de préoccupations (DH, bonne gouvernance, espace démocratique,...) en utilisant un *road map* précis avec des critères de référence, définies de commun accord. Ce sont eux qui permettront de suivre le progrès dans les différents secteurs. Ce dialogue doit évidemment être basé sur le respect mutuel et le partenariat, en partant de la légitimité et de la souveraineté de la Troisième République.
- 3) Pour EurAc, la mise en place d'une armée unifiée, performante, crédible et disciplinée est l'épine dorsale d'une sécurité durable à l'Est du Congo. En plus de nos recommandations antérieures (notamment sur une approche mieux concertée et plus complémentaire entre les différents partenaires, nous devons plaider pour l'introduction d'un mécanisme de *screening* des candidats-soldats pour les FARDC comme instrument qui permet d'exclure des individus coupables aux violations des droits de l'homme (y compris violences sexuelles) de l'armée et de la police. Le fonctionnement d'une justice militaire qui ose aussi se prononcer sur les violences (y compris sexuelles) commises par des officiers est une priorité aussi.
- 4) Le lien entre l'exploitation illégale des ressources naturelles et le conflit est évident. EurAc n'a ni le mandat ni les moyens pour devenir expert dans le domaine, mais nous devons chercher une meilleure articulation entre notre travail et le travail de certains membres hautement spécialisés dans la problématique. Peut-être devons-nous nous poser aussi la question du comment cibler les acteurs/ entreprises/ réseaux commerciaux qui profitent de ce pillage dans des pays tiers.
- 5) Nous avons plaidé pour une solution négociée dans la problématique FDLR. Le problème étant politique, la solution doit être politique aussi. Nous devons nous rendre compte que cette solution politique ne s'appliquera pas si elle n'est pas accompagnée d'une pression militaire réelle. Je vois deux manières pour raffiner notre plaidoyer dans la matière : (a) quelle doit être l'articulation entre l'aspect militaire et l'aspect diplomatique? Comment la stratégie militaire s'intègre-t-elle dans l'approche politique globale ? Et quel peut être précisément l'apport de la communauté internationale ? b) Qu'est-ce que veut dire «approche diplomatique» dans la pratique ? Négocier avec qui au juste en fonction de quoi ? Comment intégrer dans notre travail les démarches qui visent la démobilisation volontaire de combattants FDLR qui existent déjà sur le terrain?
- 6) Il y a une zone d'ombres autour du Rwanda, avec beaucoup de non-dits. Quand le Rwanda reçoit des signaux de la communauté internationale qu'il ne peut pas tout se permettre, il

s'agit de son rôle au Congo (par exemple suppression d'une partie de l'aide budgétaire de la Suède et de la Hollande en décembre 2008). Le Rwanda est rarement critiqué pour sa situation interne. Mais si nous voulons que les combattants FDLR retournent chez eux, ils doivent être assurés qu'ils seront traités avec dignité. Or, l'espace démocratique et les assurances du respect des droits humains ne sont pas garantis au Rwanda. Les perspectives socio-économiques y sont très sombres. Comme pour les autres pays de la région, EurAc doit continuer à demander un dialogue explicite avec les autorités rwandaises et un même *road map* basé sur des critères de références précis.

- 7) Un grand blocage dans le processus de paix entre le Rwanda et le Congo, avec en toile de fonds la question des FDLR, vient du fait que la notion de culpabilité de génocide est une approche globale. L'étiquette de génocidaire s'applique à un groupe et non à des individus. La seule manière d'avancer sur cette question dans la bonne voie est que la justice fasse son travail par rapport au contentieux du génocide en condamnant ceux qui sont responsables, et en lavant de tous soupçons les innocents.
- 8) Nous devons continuer à plaider pour un cadre politique régional dans la conviction que ce ne sont pas les réseaux économiques qui vont résoudre les problèmes de la violence sexuelle, de l'exploitation illégale et d'autres questions transfrontalières
- 9) Il est très important de plaider pour plus de multilatéralisme et plus de coordination dans l'action de la communauté internationale. Bien que le processus de paix au Congo ait été largement financé (élections, Monuc, brassage,...) par la communauté internationale, les résultats restent de loin en-dessous des attentes. Si la communauté internationale veut faire la différence, elle devra faire preuve de plus de cohérence. Or, aujourd'hui, elle reste divisée, à cause des intérêts bilatéraux énormes. Il n'y a pas d'unité, on ne parle pas d'une seule voix. Si on veut y arriver, il faudra impliquer la Chine dans la recherche de cette voix unifiée.